

VOYAGE DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE

La Commune de Paris

Il y a 130 ans la Commune ... Luxembourg-Paris-Luxembourg, la nouvelle exposition du Musée de l'Histoire de la Ville de Luxembourg met en relation deux villes sur fond de barricades. Que s'est-il passé en 1871, quel lien entre la Commune de Paris et la Ville de Luxembourg?



Barricade de la rue Castiglione, Paris.

(photographie anonyme (1871), Bibliothèque historique de la Ville de Paris)

Dans les manuels scolaires la Commune de Paris n'apparaît plus guère, elle n'a pas fondé un régime, elle n'entre pas dans la chronologie d'un Etat. Elle est seulement un point de repère dans l'histoire des idées politiques, dans l'histoire des luttes pour l'émancipation. Elle constitue la fin d'une époque, celle des révolutions du XIXe siècle, marquées par le combat de barricades et la revendication de la république. Et le début d'une nouvelle époque: les classes populaires ne se contentent plus de conquérir les bastilles pour que d'autres prennent le pouvoir en leur nom et à leur place. Et les femmes n'assistent plus seulement comme tricoteu-

ses au spectacle de la révolution, mais font irruption avec Louise Michel et Elisabeth Dimitrieff dans les clubs et conquièrent le droit de parole et l'égalité dans les faits. Et les étrangers avec Léo Frankel comme Ministre du Travail et les généraux polonais à la tête de la Garde Nationale anticipent la république universelle des citoyens du monde. La Commune de Paris, c'est l'utopie descendue dans la vie réelle, c'est le chantier enfin ouvert de la transformation du monde.

La Commune de Paris revendique l'héritage des communes médiévales et de la Commune des sans-culottes de 1793. Elle annonce les soviets de 1905 et 1917, les conseils ouvriers de Berlin et de Munich, les Communes de Budapest et de Canton, la défense de Madrid et l'insurrection des FTP et FFI à Paris en août 1944. Mêmes gestes, mêmes espoirs, mêmes impasses. La Commune de Paris est riche de toutes ces réminiscences, de toutes ces contradictions. Elle mérite d'être prise au sérieux et de ne pas être transformée en icône.

Tradition et rupture

Il ne faut pas confondre Commune et communisme. La majorité de la Commune fut simplement républicaine, constituée de républicains modérés de 1789 et de blanquistes, centralisateurs et partisans d'un gouvernement de Salut Public. La minorité était socialiste, les uns fédéralistes à la manière de Proudhon et des chambres syndicales, les autres partisans de l'Internationale ouvrière. La Commune leur appartient à tous.

Comme toutes les révolutions authentiquement popu-

lares, la Commune ne fut pas le résultat d'un plan ou d'un complot. Ce fut un soulèvement irréductible et spontané issu d'une situation de légitime défense - à la fois contre la guerre et la capitulation, et surtout contre la réaction en marche. La Commune "éclata" le 18 mars 1871, après six mois de siège et de famine, quand le gouvernement conservateur Thiers essaya par un coup de main nocturne d'enlever les canons de Montmartre. L'alerte fut donnée et les soldats retournèrent leurs armes contre leurs chefs. Deux généraux furent tués et le gouvernement prit la fuite. Le peuple de Paris, c'étaient les 234 bataillons de la Garde Nationale, 180.000 hommes en armes qui avaient élu leur Comité Central et refusaient d'être désarmés.

Les premières mesures décrétées par le Comité Cen-

tral furent le sursis des loyers et des traites commerciales ainsi que l'organisation d'élections municipales. Le gouvernement put évacuer sans obstacle les troupes qui lui étaient restées fidèles et faire fuir les fonctionnaires pour désorganiser les services publics. La Commune n'eut pas le temps de réaliser de grandes utopies. Elle dut prendre en main le gouvernement et organiser la lutte pour la survie. Il fallut trouver des généraux, organiser les mairies, pourvoir à l'approvisionnement en nourriture et en combustibles, au paiement des salaires, au fonctionnement des services postaux. Cela marcha plus ou moins et ce fut la plus grande victoire de la Commune que de prouver que chacun peut gouverner.

La revanche des possédants fut terrible. 4.000 com-

munards tombèrent pendant les combats. 20.000 furent massacrés après avoir été fait prisonniers, 44.000 enfermés dans les prisons, sur les pontons des bateaux ou déportés en Nouvelle Calédonie. Des dizaines de milliers échappèrent à la furie par la fuite et l'exil. 100.000 Parisiens disparurent ainsi, au moins pour un certain temps, laissant de terribles lacunes dans les quartiers et les professions.

"Le cadavre est à terre et l'idée est debout."

Les victimes que la Commune a eu à se reprocher se chiffrent à une centaine de personnes tout au plus. A l'exception des deux généraux tués par leurs soldats il s'agit d'otages et de suspects pris après l'assassinat des chefs communards Flourens et Duval et tués dans la panique des derniers jours, parmi eux l'archevêque de Paris. On a aujourd'hui quelques difficultés à comprendre l'indignation des "honnêtes gens" contre la Commune. Parmi les écrivains, Rimbaud et Verlaine étaient pratiquement les seuls à défendre les communards, tandis que George Sand, les Goncourt, Zola, Flaubert se distinguaient par la bassesse de leurs insultes. Même Hugo, le "chien Hugo", le "diable en personne", comme s'exprimait le "Luxemburger Wort", prenait ses distances, et le général communard Napoléon La Cécilia lui rendit visite dans son exil luxembourgeois pour le convaincre de l'inexistence des crimes que lui reprochait l'écrivain sur la base des récits de presse.

Après des années de silence forcé, la Commune revint dans la mémoire populaire d'abord sous forme de chansons souvent nostalgiques comme "Le Temps des cerises" ou "La Commune n'est pas morte", ensuite par l'amnistie et le retour des communards déportés ou exilés.

Près de 200 Luxembourgeois ont été arrêtés pour leur participation à l'insurrection et on peut estimer que le nombre de ceux qui furent assassinés pendant la semaine sanglante ou réussirent à fuir fut du même ordre. Cette for-

Les événements de la Commune:

19 juillet 1870: l'empereur Napoléon III déclare la guerre à la Prusse.

4 septembre 1870: après la défaite de Sedan, la République est proclamée.

septembre 1870 - mars 1871: siège de Paris par l'armée prussienne.

28 janvier: signature d'un armistice entre le gouvernement provisoire et la Prusse.

8 février: l'assemblée issue des élections imposées par les Prussiens est à majorité conservatrice et monarchiste.

18 mars 1871: le gouvernement Thiers abandonne Paris après avoir tenté d'enlever les canons de Montmartre.

26 mars 1871: élections à Paris et proclamation de la Commune.

21 mai - 28 mai 1871: malgré les barricades édifiées par les Communards, les troupes de Thiers entrent à Paris. Semaine sanglante.

mars 1876: victoire des républicains aux élections.

juillet 1880: loi d'amnistie.



Barricade place Vendôme, devant la rue de la Paix, Paris.

(photographie: Bruno Braquehais (1871), Bibliothèque de la Ville de Paris)



Communards posant place Vendôme, Paris, avant la démolition de la colonne.
(photographie anonyme (1871), Bibliothèque historique de la Ville de Paris)

te participation est due au grand nombre de Luxembourgeois immigrés à Paris et au fait que beaucoup de ceux-ci étaient ébénistes et habitai-

ent dans le Faubourg St. Antoine, le quartier des barricades. Très peu de ces communards luxembourgeois ont joué un rôle important. Ci-

tons Lucas Worré, typographe et contre-maître chez Heintzé à Luxembourg, tombé sur la barricade du Panthéon aux côtés de Millière. Ou Théodo-

re Schaber, ferblantier, qui a participé aux journées révolutionnaires du 14 août 1870, du 31 octobre 1870 et du 22 mars 1871 avant de s'engager dans la Commune, mort en 1873, âgé de 29 ans, à l'Hôpital de Numbo en Nouvelle Calédonie. Ou encore Nic Kelsen, ébéniste de 52 ans, qui avait été capitaine de la Garde Nationale et avait réussi à fuir.

Henri Wehenkel

Pour approfondir le sujet, nous renvoyons au recueil d'études d'histoire "Luxembourg-Paris-Luxembourg 1871", publié par le musée sous la direction de Henri Wehenkel. Signalons aussi l'existence d'une section luxembourgeoise de l'association "les Amis de la Commune de Paris" (tél: 021 16 55 77).

EXPOSITION

Faire revivre l'histoire d'une insurrection

L'exposition qui retrace l'aller-retour entre le Luxembourg et la Commune de Paris fournit une multitude d'informations, mais le concept choisi révèle certaines faiblesses.

(rw) - Phénomènes de migration, redéfinition politique de l'Europe, apparition de mouvements sociaux ... c'est tout un éventail d'aspects en rapport avec la courte histoire de la Commune - et de ses liens vers l'histoire luxembourgeoise - qu'aborde la nouvelle exposition "Luxembourg-Paris-Luxembourg 1871 : migrations au temps de la Commune". Des liens assez peu connus, il est vrai; le choix d'y consacrer une expo et un livre d'accompagnement est certainement justifié. 15 à 20.000 personnes luxembourgeoises vivaient à Paris lorsque la capitale française fut assiégée par les troupes allemandes en 1871.

Et lorsque, après l'armistice, la Commune éclata, il y avait également des hommes luxembourgeois parmi les troupes de la Garde nationale qui se mutinait.

Les documents réunis dans l'exposition nous renseignent d'abord sur l'origine modeste de ces Parisiens et Parisiennes venus de Luxembourg: servantes, cafetiers, typographes ou charpentiers, qui ont délaissé une patrie qui paie mal des emplois trop rares, dans l'espoir d'avoir plus de chance dans cette métropole si fascinante, ou qui font simplement leur tour de France en tant qu'artisans.

Un conflit médiatisé

D'emblée, le grand nombre de photographies montrées dans l'exposition est frappant. La guerre de 1871 et les quelques mois d'existence de la Commune sont le premier conflit armé en Europe où la photographie a été employée systématiquement - d'ailleurs aussi comme moyen de propagande et de manipulation. La Commune est également un sujet des journaux de l'époque. Ainsi, l'action de l'armée du gouvernement français est caractérisée par le Figaro de "croisade de la civilisation contre la barbarie", comme quoi les discours en matière de guerre ont peu évolué. Le "Luxemburger Wort" pour sa part caractérise les communards luxembourgeois comme des âmes égarées, mis à part leurs chefs de file, qualifiés de racaille.

Les revendications qu'on peut lire sur les affiches de la

Commune - séparation de l'Eglise et de l'Etat, interdiction du travail de nuit, éducation des jeunes filles - constituent tout un programme politique et ne vont pas disparaître avec elle. En France, la Commune, malgré son échec, marque un pas important vers la modernisation de la société: travail industrialisé, consolidation des mouvements sociaux, urbanisation. Les communards luxembourgeois, en étant bannis ou en rentrant clandestinement à Luxembourg, constatent qu'il n'en est rien dans leur patrie. Même si des conflits sociaux apparaissent, l'hierarchie sociale reste en place, le clergé se porte bien, et, signe extérieur des barrières à la modernité, les travaux de démantèlement de la forteresse ne progressent que lentement. Le contraste entre le climat urbain d'une capitale moderne comme Paris et le climat provincial d'un pays arriéré comme le Luxembourg est extrême.

Public en quête de fil rouge

Dans leur présentation, les responsables de l'exposition critiquent les "textes didactiques anonymes qu'on inflige habituellement au public" et expliquent qu'ils ont voulu miser essentiellement sur les témoignages de l'époque ainsi que sur ceux de spécialistes luxembourgeois actuels. Par ce biais, ils croient parvenir à ce que l'exposition ne soit plus "cette leçon d'histoire stérile à laquelle nous ont habitués des générations de manuels d'histoire". Après la visite, on se demande si ce but a été atteint. L'exposition offre bien de multiples facettes de ce moment important de l'histoire sociale, mais elle porte en elle des faiblesses structurelles. D'une part, à force de vouloir éviter le commentaire et la prise de position, on a réduit les légendes explicatives à un minimum,

Extraits des actes de la justice militaire

Nom: DANY François, né à Hollerich, 18 ans, ébéniste:

"Coupable d'avoir en 1871 à Paris exercé un commandement dans des bandes armées, avoir fait écrouer une femme dans le 11e, avoir réquisitionné un cheval et une voiture pour son bataillon à Passy, avoir émis un bon pour 660 paquets de cartouches, s'être immiscé dans des fonctions publiques militaires et avoir fait des actes de ces fonctions".

Nom: GALLION Jean, 19 ans, né à Haller, à Paris depuis 9 ans:

"L'accusé avoue également que pendant toutes ces affaires (Neuilly, Vanves, Issy) il était armé d'un fusil à tabatière, qu'il a fait feu sur les troupes de Versailles et que dans ces divers combats il a brûlé environ une dizaine de paquets de cartouches! Le 25 mai, l'accusé se trouvait avec le 134e bataillon sur la place, à côté de la barricade de la rue Jeanne d'Arc lorsque, sachant qu'il était cerné de tous les côtés par les troupes françaises, il s'est rendu."

Nom: KUNTGEN Guillaume, 35 ans, comptable, né à Luxembourg, habitant à Belleville:

"Je suis entré au 173e bataillon, Compagnie des Eclaireurs de la Seine. Le 26 mars, j'étais sergent-major. Jusqu'au 12 avril je suis resté dans Paris. Je ne faisais pas de sortie, je ne m'occupais que de la comptabilité de la compagnie. Je n'ai tiré aucun coup de fusil. Je n'ai jamais fait partie de l'Internationale, je ne suis pas franc-maçon non plus. Je n'ai jamais fréquenté aucune réunion politique ou club et je ne me suis jamais mêlé de politique."

Nom: KELSEN Nicolas de Wormeldange, ébéniste, cocher, 52 ans, père de 5 enfants, Paris 10e:

"C'est pendant la Commune qu'il a été nommé capitaine de la 5e compagnie du 238e Bataillon. Le nommé Kelsen se sentait compromis car il a quitté Paris et la Police l'a recherché infructueusement; on le croit réfugié dans son pays natal, où il serait employé de chemin de fer. La nationalité de cet inculpé lui faisait un devoir de rester étranger à nos discordes civiles, on sait pourtant qu'il avait à Paris des opinions avancées."

au risque de laisser le public seul devant les objets, en quête de fil rouge. Ainsi, il n'est même pas évident de détecter le sens de l'itinéraire. Des bornes à témoignages présentant audiovisuellement les explications de plusieurs spécialistes aident à comprendre le pourquoi des objets exposés, mais ne remplacent pas un guidage verbal. Certaines maladresses techniques ajoutent à l'impression d'un manque de structure: caractères minuscules en blanc sur noir (nous avons vu des personnes utiliser des lampes de poche pour lire!), pêle-mêle acoustique des différentes bornes audiovisuelles et projections de vidéos, absence de lien logique clair dans la suite des sujets.

D'autre part, l'événement historique de la Commune reste un sujet abstrait. C'est d'ailleurs plutôt sur le soulèvement lui-même qu'on nous renseigne que sur le sort des Luxembourgeois qui y ont pris part. Si aucun des personnages luxembourgeois n'a joué un rôle majeur dans l'insurrection de la Commune, nous aurions aimé en savoir plus sur les itinéraires personnels de ces hommes et femmes, de même que sur le sort des communards français qui venaient se réfugier au Luxembourg. On expose bien des documents exceptionnels tel ce journal d'un

metteur en page ou des mémoires éditées sous forme de livre, mais on ne fait pas revivre ces personnages. Pourtant, dans la brochure accompagnant l'exposition, on trouve à côté d'un portrait impressionnant du typographe François Martin une analyse sociologique du groupe des communards luxembourgeois. La chance de pouvoir utiliser des parcours personnels pour intéresser le public au contexte plus large d'un conflit politico-militaire voire d'un renversement social n'a pas été saisie. Ni d'ailleurs celle de pouvoir, à travers une comparaison entre la vie de société de l'époque en France et celle au Luxembourg, recadrer le domaine de l'histoire sociale luxembourgeoise du 19^e siècle.

Ce renoncement à une approche plus didactique, qui est malheureusement coutume au Luxembourg, place le public non averti dans une situation d'infériorité. Il peut y remédier en écoutant attentivement les témoignages des expert-e-s, en participant à une visite guidée ou en consultant l'ouvrage d'accompagnement qui lui sera bien précieux. Mais il devra renoncer au plaisir de traverser l'histoire comme un voyage passionnant.

Ein Zeitzeuge: François Martin

Wieviele Landsleute in diesen Straßenkämpfen fielen, konnte nie mit Sicherheit ermittelt werden. Lucas Worré fiel beim Panthéon (wo Millière erschossen wurde), zwei andere an der Barrikade im Faubourg St. Antoine, Streff an der Place Pigalle. Ein anderer, der sich mit seinem Freunde Lissagaray am letzten Tage der blutigen Maiwoche in der Mairie des 11. Arrondissements befand, nachdem Delescluze an der Barrikade an der Place du Château d'Eau und dem Boulevard du Prince Eugène (Voltaire) gefallen war, konnte sich mit demselben bei Freunden verstecken und dann glücklich nach London flüchten.

Nach erfolgter Niederwerfung der Commune wurden die Ueberlebenden nach Versailles und dem Lager von Satory geschleppt, dann nach den Pontons in Brest gebracht. Unter diesen befanden sich auch Luxemburger; unserer Regierung gelang es nach langwierigen Verhandlungen, einige aus diesen Pontons zu befreien, so u. a. Emil Engler, Seiwert, Schmit, alle drei aus der Stadt Luxemburg. Großartig gestaltete sich der Empfang derjenigen, die aus Neu-Caledonien zurückkehrten. Auch Luxemburgerinnen, die mit Communekämpfern verheiratet waren, fanden sich am Bahnhof mit ihren Kindern ein, um die heimkehrenden Gatten und Väter ihrer Kinder ans Herz zu drücken.

Auszug aus: *Meine Memoiren, Erinnerungen aus meinem vielbewegten Leben*, François Martin, 1867-1915

exposition

Luxembourg – Paris – Luxembourg 1871 Migrations au temps de la Commune

du 24 novembre 2001 au 24 mars 2002
au Musée d'histoire de la Ville de Luxembourg